



L'ARGENTINE RETOURNE AU FMI. NÉOLIBÉRALISME, CRISE ET CONFLITS SOCIAUX.



Dossier N°10 de Tricontinental
Novembre 2018

L'Argentine et le FMI

Il y a quinze ans, le gouvernement argentin a cessé de dépendre du Fonds Monétaire International (FMI). Son argument était que le FMI avait affaibli la capacité de l'Argentine à définir ses propres politiques correspondant à ses propres besoins. En mai 2018, le gouvernement argentin – dirigé par Mauricio Macri –, ne parvenant pas à contrôler le taux de change du peso face au dollar, a décidé de faire de nouveau appel au FMI.

Les négociations avec le FMI ont aggravé la crise de l'Argentine. Entre mai et octobre, le peso a été dévalué de 100%. L'inflation s'est accélérée, la hausse des prix battant le record établi en 2001-02 – quand l'économie et l'ordre politique de l'Argentine sont entrés dans une période de chaos. Le taux d'inflation de l'Argentine pour 2018 (entre 40% et 50%) n'approche pas celui de 1991 (84%), qui a conduit l'Argentine à arrimer le peso au dollar (pratique qui a duré jusqu'à la crise de 2001-02). Néanmoins le gouvernement Macri utilise la situation actuelle pour adopter une politique qui avait cours quand la situation était beaucoup plus grave. L'activité économique s'est en effet effondrée après mai 2018. La récession s'est encore aggravée. La pauvreté comme le chômage ont en effet augmenté, les travailleurs étant contraints d'accepter des emplois précaires. Le gouvernement a fait ce que font tous les gouvernements néolibéraux : couper dans la dépense publique, surtout dans les secteurs de l'éducation et de la santé, ainsi que dans les compagnies publiques. L'Argentine a plongé dans une nouvelle crise économique et sociale. Mais plutôt

que de chercher des solutions à *cette crise-ci*, le gouvernement de droite a adopté une recette du FMI pour enfoncer encore plus le pays dans des cascades de crises néolibérales.

En juin, Macri et le FMI ont conclu un accord *Stand-By* [Dispositif d'Intervention d'Urgence]. Un accord *Stand-By* – conçu pour la première fois par le FMI en 1952 – permet à celui-ci de fournir une aide financière à un pays en difficulté en échange de « réformes » censées permettre au pays de retrouver la stabilité financière. Entre juin et septembre 2018, l'aide financière du FMI est parvenue à l'Argentine par l'intermédiaire de deux accords *Stand-By*. La crise s'est encore amplifiée. Les « réformes » de Macri prévoyaient d'éliminer le déficit budgétaire, couper dans les budgets de la Santé et de l'Éducation, et cesser d'émettre de nouveaux pesos.

Les solutions de Macri à la crise ont nourri la crise. C'est une caractéristique du néolibéralisme, un cadre politique qui n'apporte pas de solutions aux crises, mais qui en crée de nouvelles sur les ruines qu'ont laissées les précédentes. La crise ne s'est pas limitée à l'économie. Elle a aussi impacté l'ordre politique argentin – remodelant les institutions étatiques et les mécanismes démocratiques, tout en permettant l'émergence en grand nombre de formes nouvelles de conflits sociaux et politiques. Ce dossier de **L'Institut Tricontinental de Recherche Sociale** est une réflexion sur les différentes dimensions de la crise en Argentine.



Wacha

Cambiamos et la construction de la crise

En décembre 2015, Mauricio Macri a pris officiellement ses fonctions. Macri était le candidat d'une coalition électorale de centre-droite – *Cambiamos* (« Changeons »). Il a battu la candidate du Frente Para La Victoria [Front pour la Victoire], qui proposait de poursuivre la politique suivie pendant les douze années de gouvernement de Néstor Kirchner (2003-2007) et de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2015). *Cambiamos* a bénéficié de la conjonction des crises domestiques et des mutations de la situation internationale. À l'intérieur, les mesures sociales du gouvernement Kirchner se sont heurtées à l'effondrement du prix des matières premières, tandis que les fonds vautours [fonds internationaux qui spéculent sur la dette] parvenaient à saper les mesures gouvernementales de protection contre la spéculation. Le virage à droite de l'Amérique latine a été un facteur aggravant. Les monopoles médiatiques ont utilisé leur contrôle sur la télévision et la radio, ainsi que leur emploi novateur des réseaux sociaux, (y compris celui de Cambridge Analytics dans la campagne de Macri en 2015) pour mener une campagne d'agression très dure contre Kirchner. *Cambiamos* n'est pas arrivé au pouvoir perché sur un tank ; il est arrivé au pouvoir – bizarrement – par une élection démocratique. Une fois élu, Macri, le candidat des grandes entreprises, a fait venir des gens intimement liés au milieu des affaires. Ce gouvernement est, comme on l'a dit, une « CEOcratie » (Katz 2015). [Ndt : « CEOcratie » gouvernement

des PDG, jeu de mots formé sur l'anglais CEO, équivalent du français PDG, et -cratie comme dans démocratie].

Macri a rendu responsables de tous les maux qui frappent l'Argentine les gouvernements précédents – ceux des Kirchner – et leur programme progressiste. Il voulait enterrer le programme progressiste – les allocations familiales pour tous, l'investissement dans les travaux publics, la protection des employés de maison, et la légalisation de deux millions d'immigrés. La récession de 2016 – que *Cambiamos* a utilisée pour attaquer le kirchnérisme – a en effet produit une baisse drastique du pouvoir d'achat (de 6%). L'inflation a été de 40,3%, et c'est cette inflation – plutôt que d'autres facteurs – qui a été rendue responsable de l'augmentation des inégalités, de la pauvreté et du chômage.

Après avoir affirmé contre toute évidence que c'était les Kirchner qui avaient détruit l'Argentine, le gouvernement de Macri s'est tourné vers son programme néolibéral de réforme fiscale au profit du grand capital et de remboursements aux fonds spéculatifs internationaux responsables de la dette du pays. Les allègements fiscaux pour les riches et les paiements aux spéculateurs sont venus d'une augmentation de la dette extérieure argentine. En hâte le gouvernement Macri a intensifié les activités minières, y compris par l'extraction pétrolière par fragmentation de gisements non conventionnels comme à Vaca Muerta (une formation géologique de la province de Neuquén). La « CEOcratie » de *Cambiamos* a bénéficié aux géants de la finance, de l'énergie, de l'agro-industrie et des

médias.

En octobre 2017, les Argentins sont allés aux urnes pour élire un nouveau parlement. Les monopoles des multimédias ont mené une campagne agressive pour montrer Macri et *Cambios* comme non corrompus, tout en décrivant Kirchner et son Front Justicialiste comme corrompus. Juste avant cette élection parlementaire, Macri a augmenté les dépenses publiques. Ce coup de fouet temporaire a aidé son parti, *Cambios*, à remporter l'élection. Dès que le nouveau parlement a été en place, Macri a proposé des coupes dans les dépenses publiques et des réformes inspirées par le FMI en matière de droit du travail et de loi électorale, ainsi que dans les domaines des impôts et des retraites. La résistance qui s'est levée contre ces réformes les a toutes empêchées de passer, sauf une. La réforme des retraites a été adoptée en décembre 2017, malgré des mobilisations de masse autour du Parlement, qui ont été accueillies par une violente répression policière.

Les agences financières internationales ont mis en garde contre la croissance de la dette extérieure de l'Argentine, surtout dans le contexte de la lente croissance des taux d'intérêts aux USA qui attireraient les capitaux cherchant à tirer profit de cette hausse. Elles avaient vu juste. L'économie de l'Argentine est entrée dans une spirale – dévaluation du peso, fuite des capitaux du pays, suivies d'une inflation galopante. *Cambios* avait créé une crise pour résoudre une crise.



Bárbara Leiva/Patria Grande

Le cycle de la spéculation financière

Macri avait promis de faire de l'Argentine le « supermarché du monde ». Il avait dit que les investissements étrangers inonderaient le pays, et que les marchandises argentines se vendraient partout. Rien de tout cela n'est arrivé. La libéralisation et la dérégulation ont mené à une hausse des importations plutôt que des exportations, à une baisse des profits des entreprises étrangères et à la fuite des capitaux – produisant un des plus importants déficits du secteur privé de l'histoire du pays. L'Argentine s'est trouvée de plus en plus suffoquée par des forces extérieures lors des deux premières années du gouvernement Macri. Macri s'est pris au piège de sa politique, qui l'a empêché d'utiliser des outils comme le contrôle des capitaux qui auraient donné à l'Argentine un peu d'indépendance.

La croissance de la dette extérieure a joué un rôle central pour éviter trois conséquences :

- a. Une baisse des réserves de la Banque Centrale
- b. La maîtrise des craintes de dévaluation.
- c. La fuite des capitaux en fournissant assez de dollars pour couvrir le déficit fiscal.

Entre 2016 et 2017, la dette extérieure de l'Argentine a augmenté de manière substantielle, atteignant 53% du Produit Intérieur Brut (PIB). Ce rapport de la dette au PIB a menacé la stabilité de l'économie.

En avril 2018, la Banque Fédérale de Réserve des États-Unis a relevé ses taux d'intérêts. Les dollars du monde entier ont commencé à affluer aux États-Unis, surtout depuis des pays à revenus moyens comme l'Argentine et la Turquie. La Banque Centrale d'Argentine a essayé de contenir l'hémorragie de la monnaie, mais elle a constaté que, ayant renoncé au contrôle des capitaux (par exemple), elle manquait des outils nécessaires pour cela. En mai, Macri a invité le FMI à prendre le contrôle.

Mais la crise n'a pas été le résultat d'une « tempête extérieure », comme l'a dit le gouvernement Macri. La hausse des taux d'intérêts US a fourni l'élément déclencheur, mais c'est le gouvernement argentin de Macri qui avait placé le pays dans une position de dépendance vis à vis du dollar US, dont la hausse n'a été que le détonateur d'une situation explosive créée par les mesures prises par Macri et par les problèmes structurels du système capitaliste mondial. L'intervention du FMI n'était pas simplement technique. C'était une intervention politique pour défendre un gouvernement dans l'embarras et pour préparer une transformation économique plus profonde, pas seulement en Argentine, mais dans toute la région. Rien dans les suggestions du FMI n'était étranger au gouvernement Macri. Avant l'intervention du FMI, le ministre des Finances Nicolás Dujovne avait déjà annoncé la réduction des dépenses

publiques sur les infrastructures. Les « réformes » du FMI n'étaient que le reflet du programme néolibéral de Macri, un programme que l'oligarchie et le FMI voudraient imposer à toute l'Amérique latine.

En juin 2018, le FMI et l'Argentine ont conclu un accord *Stand-By* initial qui promettait de fournir à l'Argentine 50 milliards de dollars US sur 36 mois en échange d'un plan économique qui ramènerait le déficit primaire à zéro dès 2020 et renforcerait l'« autonomie » de la Banque centrale. L'« autonomie » de la Banque dans ces négociations signifie en général moins de contrôle démocratique sur les décisions de la Banque, afin que les mesures néolibérales prises par la Banque soient vues comme des mesures purement techniques, et que la mission primaire de la Banque soit de contrôler l'inflation plutôt que se préoccuper du chômage.

Quelques mois après la conclusion de l'accord, une nouvelle crise monétaire s'est ouverte. Dès la fin août, le peso était dévalué de façon spectaculaire (15% en une seule journée), les taux d'intérêts montaient à 60% et le « risque pays » (indice conçu par la banque JP Morgan) atteignait un chiffre record de 780. Le gouvernement Macri a alors demandé au FMI la signature d'un deuxième Arrangement pour arrêter l'hémorragie. Le FMI s'est hâté de transférer les fonds afin que l'argent arrive en Argentine avant la fin du mandat de Macri (ce mandat s'achève à la fin 2019). Le gouvernement a accepté d'effacer la dette fiscale dès 2019 plutôt que 2020 et de fournir un surplus de 1 % du PNB. Ceci implique que le gouvernement

devra réduire drastiquement la mise en circulation de l'argent pour contrôler l'inflation. Guido Sandleris, l'adjoint du ministre de l'Économie Nicolás Dujovne, a été nommé à la tête de la Banque Centrale – tous les deux sont de chauds partisans du retour de l'Argentine au sein du FMI et de l'orthodoxie néolibérale. Des coupes sévères sont envisagées dans le budget du ministère de la Santé et du Travail, une des nombreuses institutions qui bénéficiaient de la politique de redistribution des Kirchner.

L'Argentine a signé plusieurs accords avec le FMI – trois accords *Stand-By* dans les années 1980, deux dans les années 1990 (plus deux accords dits Mécanismes élargis de Crédit), un en 2001 et un autre en 2003. Chacun de ces accords répète le même schéma. C'est toujours le niveau élevé de la dépense publique qui est rendu responsable de tout problème budgétaire, car il mène à l'augmentation de la consommation, qui mène à l'inflation. Pour accéder à l'assistance du FMI, le gouvernement doit couper dans les dépenses publiques pour réduire la dette, ce qui fait partie intégrante des réformes structurelles exigées par le FMI. Les coupes ne sont pas simplement techniques, elles sont un élément fondamental des plans du pays. Le budget national 2019 prévoit l'éviscération des politiques sociales ainsi que des coupes dans les subventions accordées dans le cadre d'aspects essentiels de la vie sociale, tels que la santé et l'éducation. En même temps, le gouvernement a réservé des fonds pour payer la dette. Plus d'argent doit aller aux banquiers et moins d'argent à la population – c'est une *intervention politique* au moins autant qu'économique.

Les réformes structurelles font notoirement partie de la politique du FMI. Sur les dernières décennies, elles ont été utilisées dans tous les pays du Sud global. Leur prescription mène aux mêmes résultats : étranglement de l'activité économique, baisse des fonds publics, aggravation de la récession, chômage accru, précarité de l'emploi et pauvreté. Le style de mesures préconisées par le FMI et adoptées par le gouvernement Macri mène à une situation de **Réformes Structurelles Permanentes** – une crise plus profonde produite par les solutions que propose FMI à la crise, ce qui encourage encore d'autres solutions qui approfondissent encore la crise, entraînant encore le pays vers le bas et durcissant l'intervention économique et politique qui empêche le pays de prendre des décisions souveraines qui ne soient pas motivées par un engagement à rembourser une dette sans cesse croissante. C'est la situation actuelle de pays ravagés par la politique du FMI, de l'Argentine à la Grèce (Katz, 2018).



Tristán Basile/Patria Grande

Crise dans les secteurs dominants

Le capital n'est pas un bloc homogène. Il est fracturé suivant plusieurs lignes de faille, certains secteurs (comme la haute finance) entrant à certains moments en contradiction avec d'autres secteurs (comme le bâtiment). Différents secteurs du capital ont réussi à investir le domaine politique et à y assumer une position dominante en raison de leur puissance en tant que monopoles et leurs activités politiques.

Après la crise économique de 2001, les secteurs industriels ont obtenu une position privilégiée. Les secteurs de la haute finance et les secteurs tertiaires privatisés se sont trouvés relativement écartés de la sphère politique, bien que leur rôle économique soit resté central (Schorr, 2018). Pendant l'ère Kirchner, les secteurs monopolistiques de la haute finance et des sections de l'agrobusiness ont fourbi leurs armes contre le néo-développementalisme qui constituait le cadre politique des progressistes argentins. Ces fractions du capital monopolistique ont réussi à imposer un programme aux autres secteurs du capital, dont la réduction des coûts – en particulier salariaux – et de meilleures conditions pour le capital, dont la réduction des réglementations et la vente d'entreprises publiques rentables. Le but principal de ces mesures était d'effacer les acquis et la puissance des progressistes argentins et l'héritage du péronisme, et les remplacer par la politique de la haute finance et de l'agrobusiness (López, 2018).

Dans les premières années de cette décennie, le progressisme argentin – le kirchnérisme dans sa phase actuelle – a subi d'importants revers dus au climat international et aux contradictions du capitalisme argentin. La hausse de l'inflation a entravé la redistribution progressive des revenus. La réapparition des déficits fiscaux et la stagnation virtuelle du PIB ont fourni aux secteurs monopolistiques de la haute finance et à des secteurs de l'agrobusiness des occasions de monter à l'assaut des mouvements progressistes argentins et de leur programme (López et Cantamutto, 2018).

Quand *Cambiamos* est arrivé au pouvoir, il a proposé un modèle fallacieux de croissance. Ce modèle repose sur le principe que les déréglementations attireront l'investissement Direct de l'Étranger (IDE), bien que l'IDE soit inconstant, dépendant des taux d'intérêts locaux et des taux d'intérêts de la Réserve Fédérale des USA. Tout ce que *Cambiamos* et Macri ont réussi à faire a été de renforcer la puissance de leurs alliés principaux (la haute finance et des secteurs de l'agrobusiness) plutôt que de créer les conditions de la croissance en Argentine. La dévaluation du peso, les réformes structurelles des droits de douane, la libéralisation du contrôle des changes et la hausse des taux d'intérêts ont quadruplé les profits des banques et des capitaux spéculatifs internationaux. Un pillage des coffres de l'État d'une telle ampleur n'avait été constaté que pendant la dictature militaire (1976-1983). La haute finance y a gagné des avantages majeurs. Les petits et moyens investisseurs – qui ont cru pouvoir s'identifier à la haute finance – ont vu gonfler leur portefeuille d'actions et ont continué à soutenir

un gouvernement qui sapait les vestiges de la démocratie argentine.

Des secteurs du capital – comme la petite et moyenne industrie – se sont plaints des mesures prises par Macri. Mais le pouvoir de ces secteurs est limité. Ils ont fini par soutenir Macri, bien que sa politique nuise à leurs affaires. Le pouvoir de la haute finance et de ses partenaires – dont l'agro-business – a eu le dessus sur les autres secteurs du capital. L'hégémonie de la haute finance a été perçue comme absolue, et ses choix politiques, incontournables. Cependant les contradictions à l'intérieur de la classe capitaliste sont restées vives. Quand le FMI a proposé un programme d'augmentation des taxes sur les exportations et les taxes sur les biens personnels comme moyen d'améliorer la perception des impôts sur le revenu et de réduire la dette extérieure de l'Argentine, des secteurs de l'agro-exportation ont résisté. Ce bloc a réussi à forcer le gouvernement à ajourner ces réformes, puis à y mettre fin. Cependant, les tensions existant au sein du bloc capitaliste ne se sont pas manifestées en public. L'hégémonie de la haute finance et le rôle du FMI ont muselé non seulement le gouvernement Macri mais aussi les secteurs subalternes du capital qui ne se sentent pas assez forts pour lancer une OPA sur le pouvoir depuis l'intérieur de la bourgeoisie.

L'instabilité est à l'ordre du jour. Personne ne devrait être surpris que Larry Kudlow, le Directeur du Conseil Économique National des États-Unis, propose de lier le peso au dollar comme solution à la crise de l'Argentine. Cette solution –

tentée entre 1991 et 2002 – et une autre encore plus radicale – dollariser l'Argentine – sont discutées comme antidotes à l'hyperinflation et moyens de stimuler la croissance. Au moment où les gens descendent dans la rue pour imposer leur propre vision des choses, et où des secteur de la bourgeoisie hésitent à proposer la leur, des forces extérieures (le FMI, le gouvernement des USA) imposent leur volonté grâce au consentement du gouvernement Macri.



Bárbara Leiva/Patria Grande



Bárbara Leiva/Patria Grande

De la crise de la politique à la crise politique

Pour aplanir le terrain avant de s'adresser au FMI, *Cambiamos* et Macri devaient détruire la légitimité des mesures de redistribution et de la politiques des Kirchner. Thème principal de cet assaut : la «prodigalité du populisme », à savoir l'affirmation que les gouvernements Kirchner précédents avaient gaspillé l'argent public en mesures inefficaces et avaient promu une culture de la paresse plutôt qu'une culture de l'entrepreneuriat (Murillo, 2018a). Cette attaque contre les idées de la redistribution sociale et contre les idées socialistes fait partie d'un assaut au niveau mondial et régional. Cette attaque a été conduite par les multimédias monopolistiques ainsi que par les interventions de forces politiques sur les réseaux sociaux (Ceceña, 2013; Boron, 2012; Korybko, 2018).

Le corollaire du gaspillage est la corruption. Les campagnes contre la corruption sont des moyens puissants pour miner la légitimité de la gauche et des populistes. Le « Scandale des cahiers de la corruption » de 2018 ressemble au scandale du « Lava Jato » au Brésil, qui a été utilisé contre Lula et le Parti des Travailleurs. À la base de ce nouveau scandale, il y a l'allégation que des hommes d'affaires locaux ont payé des pots-de-vin à des membres du gouvernement Kirchner. Des accusations sont portées même contre l'ancienne présidente Cristina Fernández de Kirchner, qui est à présent menacée de prison préventive. Le scénario utilisé contre Lula a été adapté à l'usage de l'Argentine.

La corruption et le gaspillage font partie intégrante de l'Histoire de l'Argentine. Des membres importants du gouvernement Macri sont accusés des mêmes crimes. Mais la campagne anti-corruption, dans l'Argentine actuelle, comme dans le Brésil actuel, n'est pas destinée à attaquer la corruption ou le gaspillage. Son but semble être de miner les institutions de la démocratie, de saper la confiance des gens dans les gouvernements en général et de montrer d'un doigt accusateur tout le bloc populiste et la gauche, tout en ignorant les accusations portées contre la droite et le centre-droit. Les campagnes anti-corruption, en d'autres termes, sont des éléments d'une stratégie politique plutôt que de l'action gouvernementale. Il s'agit d'une intervention politique déguisée en une politique économique.

Un nouveau processus, le *Lawfare* [néologisme composé des mots anglais *law*, la loi, le droit, et *warfare*, la guerre : la guerre par des moyens judiciaires] a été utilisé pour subordonner la politique au judiciaire. D'anciennes affaires contre des responsables de crimes contre l'humanité commis pendant la période de la dictature ont été soit abandonnées soit suspendues. Par décret présidentiel (sur recommandation du gouvernement des États-Unis), les forces armées ont maintenant l'autorisation d'intervenir dans les affaires intérieures, ce qui annule les moyens de contrôle mis en place à la chute de la dictature militaire. Les crimes des forces armées d'alors et l'éventualité que les forces armées en commettent d'autres aujourd'hui ne sont pas évoqués dans les discussions sur la criminalité et le non respect des lois. Dans le cadre du *Lawfare*, la police a carte blanche pour agir contre les mouvements sociaux

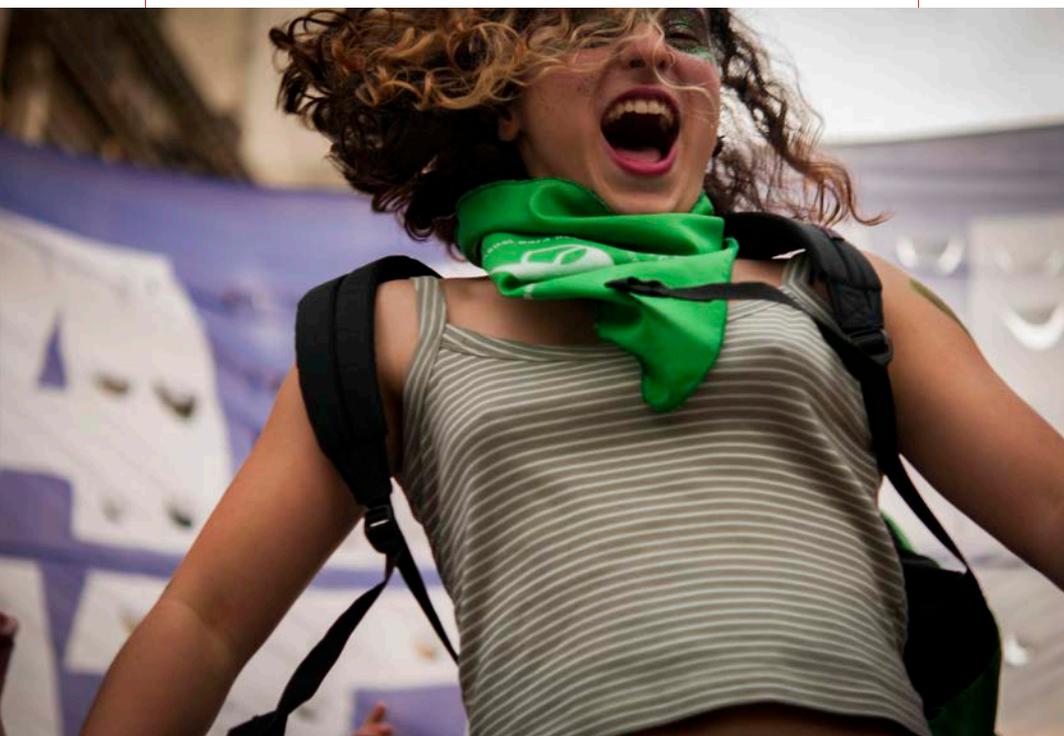
(le gouvernement veut abolir la loi qui interdit aux forces armées d'agir contre les actions de protestation). La répression policière contre le peuple Mapuche dans le sud de l'Argentine, qui a coûté la vie à Santiago Maldonado et Rafael Nahuel, et contre les travailleurs et les pauvres des villes d'Argentine n'est pas considérée comme illégale. La répression policière est considérée comme légitime tandis que l'activité démocratique est de plus en plus souvent décrite comme anarchique.

L'autre aspect du *Lawfare* est l'emploi des rouages du système judiciaire pour poursuivre quiconque est considéré par l'État comme une menace. Des procès sont intentés contre ces gens, qui sont alors arrêtés et détenus sans liberté sous caution, sans procès et sans condamnation. Cette détention préventive permet à l'État de faire disparaître les menaces politiques à l'ordre néolibéral. C'est ce qui est arrivé au Brésil avec l'incarcération de Lula et c'est ce que l'oligarchie argentine voudrait obtenir avec en emprisonnant Cristina Fernández de Kirchner.

L'État et les monopoles capitalistes mettent en place leur programme en écartant leurs opposants par les techniques du *Lawfare*. Les principaux dirigeants sont menacés d'emprisonnement, tandis que les manifestants sont menacés de brutalités policières. Cela affaiblit les institutions démocratiques. Parmi les caractéristiques de l'actuelle offensive néolibérale, on trouve l'autoritarisme, la violence, et des mesures sécuritaires et de surveillance antidémocratiques. (Boron, 2003; Quijano, 2000; Murillo, 2018b).

Ni la persécution des principaux dirigeants des formations politiques progressistes par le *Lawfare* ni les attaques contre les mouvements populaires ne réussissent à faire taire l'opposition au gouvernement et aux mesures du FMI. L'aggravation de la crise économique et sociale a mené au déclin de la popularité du gouvernement, qui ne recueille aujourd'hui qu'un tiers d'opinions favorables. L'amoindrissement du soutien politique et social au gouvernement n'a pas entraîné un renforcement de la résistance organisée au régime Macri. Inversement, la baisse de ce soutien a entraîné des tensions et des conflits et la réorganisation des institutions et des forces politiques. Elle a aussi créé du dépit.

L'élection présidentielle d'octobre 2019 est devenue le principal centre d'intérêt. Si Macri ne peut pas élargir la base de ses partisans, et si les conflits sociaux se poursuivent, il est certain qu'une crise politique éclatera. Ce que fera la classe dirigeante reste à voir. Ce qui est déjà visible, cependant, c'est que l'agitation sociale a monté pendant toute l'année 2018. La nature de cette agitation reste à clarifier. Il est essentiel de défendre les acquis du passé et de veiller à ce que la situation sociale ne continue pas à se dégrader. Dans toute l'Amérique latine existe le désir de trouver à la crise du néolibéralisme une réponse fondée sur la solidarité sociale, la démocratie directe et une politique qui développe le contrôle du peuple sur leur économie.



Bárbara Leiva/Patria Grande



Bárbara Leiva/Patria Grande

Mouvements populaires et conflits sociaux

Ni la crise économique ni l'intensification de la répression politique ne doivent nous faire perdre de vue les mobilisations populaires qui ont eu une grande importance pour la société argentine. Depuis 2016, il y a eu de très grandes, très importantes manifestations. Il y a eu quatre grèves générales auxquelles ont participé les principaux syndicats du pays. Il y a eu une immense mobilisation des femmes sur les questions du travail et de l'avortement. Ces mobilisations, qui ont porté sur des thèmes divers, ont rempli les rues des villes d'Argentine, principalement Buenos Aires. Les diverses luttes de rue sont une façon de jauger la profondeur du mécontentement des classes et des groupes clés. Ces protestations n'ont cependant pas créé le nouveau bloc électoral et politique qui pourrait canaliser le mécontentement du peuple pour l'élection d'octobre. Le pouvoir dans les rues ainsi que des organisations ouvrières et sociales fortes pourraient montrer la voie à l'Argentine. Mais la fragmentation politique amoindrit la capacité du peuple à créer une alternative à Macri et au FMI.

Le 25 septembre 2018, la Confédération Générale du Travail (CGT) a convoqué la deuxième grève générale de l'année 2018 – la quatrième depuis 2016. Les travailleurs et les groupes sociaux solidaires ont rejoint la grève en grand nombre. Cette grève a fourni une plate-forme aux opposants aux réformes structurelles qui ont creusé la dette et les inégalités sociales,

ainsi qu'aux syndicats pour exiger une renégociation des salaires. Des sections de la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA) et les membres de la Confédération des Travailleurs de l'Économie Populaire (CTEP) se sont joints à la grève, si bien que des travailleurs des secteurs formel et informel de l'économie étaient réunis dans une lutte commune. Les syndicats jouent un rôle majeur en Argentine, où le taux de syndicalisation est de 37% (contre une moyenne de 25% dans l'ensemble de l'Amérique latine). Mais ces syndicats n'ont pas toujours collaboré. Les trois plus grandes fédérations syndicales d'Argentine se sont rassemblées après des décennies de division du mouvement syndical. Ces groupes syndicaux – CGT, CTA et CTEP – représentent divers secteurs de l'économie et ont des points de vue différents sur le syndicalisme et le capitalisme, ainsi que sur le socialisme et le péronisme. La CTA est de plus divisée en trois factions. Bien qu'aucun de ces syndicats n'ait soutenu le programme économique de *Cambiamos*, ils y ont réagi différemment – certains par le silence, d'autres par la confrontation ouverte, certains par le dialogue et d'autres par le refus de coopérer. Leur unité actuelle revêt une importance tout à fait considérable.

Jorge Duarte, un expert sur les questions en rapport avec le travail, assure que le mouvement est plus combatif à l'intérieur du pays. Dans les régions industrielles de Córdoba, Santa Fe et du Grand Buenos Aires, les vagues successives de licenciements et de fermetures d'usines ont entraîné des mobilisations massives et des barrages routiers. Par exemple, sur cinq mois, trois mille métallurgistes ont perdu leur emploi, tandis que dix

mille de leurs camarades se sont retrouvés temporairement au chômage technique. À Córdoba, quatre mille travailleurs de l'automobile ont été mis à pied. Que ceux qui ont été mis à pied soient réemployés n'est pas la question. La question est qu'ils n'ont aucun moyen de subsistance entre temps. Une telle situation a entraîné l'unité des travailleurs et forcé les syndicats à collaborer. Cette dynamique venant de la base a exercé une telle pression sur les directions nationales des syndicats qu'elles ont renoncé à dialoguer avec le gouvernement. La CGT a désormais adopté une politique de confrontation, après avoir été attirée dans la lutte par le Syndicat des Camionneurs et le Courant des Travailleurs Fédéraux. Ils ont lancé une Coalition Travailliste pour un Modèle National, dont le slogan est *le pays est en danger*. Ce front constitue désormais un mécanisme important pour canaliser l'énergie qui se dégage de la résistance de la rue en vue des élections de 2019.

Au cours de la seconde moitié de 2018, la politique argentine a été marquée par la mobilisation de divers groupes de travailleurs. La plupart d'entre eux sont descendus dans la rue pour protester contre le dépérissement de l'État et la non poursuite des négociations salariales en une période d'inflation. En août, les professeurs d'université se sont battus pour une augmentation de leurs salaires et du budget des universités. Des étudiants les ont rejoints, organisant des occupations dans plus de dix universités de tout le pays. Les syndicats d'enseignants et des travailleurs de l'éducation ont mené une série d'actions et de mobilisations, surtout dans la province de Buenos Aires. Des médecins et des travailleurs de la santé ont manifesté

contre le pillage de leur secteur. Ils ont organisé un défilé national en défense du droit à la santé. De plus, d'importantes luttes des travailleurs des administrations publiques ont eu lieu contre les licenciements et contre les mesures entraînées par les réformes structurelles.

Pour brosser le tableau complet des mouvements sociaux en Argentine, il faut mentionner un troisième facteur : le mouvement des travailleurs exclus. Ce sont des travailleurs qui ont été exclus de l'économie formelle et travaillent dans le secteur informel hors de tout cadre légal et, par conséquent, privés de tous les droits sociaux liés au travail. Depuis 2010, ces travailleurs sont organisés par la CTEP, que certains appellent « la CGT des travailleurs exclus ». Le mouvement des travailleurs exclus illustre la façon dont la classe ouvrière a été morcelée et réorganisée par les mesures néolibérales. En 2018 les travailleurs exclus semblent avoir été constamment dans la rue, pas seulement avec la CTEP mais aussi ses principaux alliés. La CTEP ne s'est pas contentée d'avancer des mots d'ordre conformes à son programme, mais a aussi donné la priorité au raffermissement de son alliance avec des groupes frères – comme *La Corriente Clasista y Combativa* et *Barrios de Pie*. Ces trois groupes sont connus sous le nom de Trident de San Cayetano, à cause de la manifestation qu'ils ont organisée le 8 août, jour de San Cayetano. Leurs revendications (Terre, Travail et Logement) ont une grande résonance chez les travailleurs exclus, mais aussi chez les autres catégories de travailleurs.

Les luttes menées par la CTEP et ses alliés leur ont permis de remporter des victoires majeures, dont une augmentation des prestations sociales et la reprise des discussions sur l'importance du recyclage (une activité assurée surtout par les travailleurs exclus). La victoire la plus importante n'a pourtant pas été économique mais politique, par la collaboration accrue entre la CTEP et la CGT ainsi que d'importantes discussions publiques sur le rôle des syndicats et la politique électorale, ainsi que les limites des mesures économiques de *Cambiamos* et du néolibéralisme en général.

Les luttes de 2018 ne peuvent pas être évaluées à leur juste mesure sans tenir compte de la lutte des organisations féministes. Depuis le 3 juin 2015, le mouvement féministe et le mouvement des femmes a grossi à un rythme effréné. Le slogan « Pas une en moins » (*Ni Una Menos*) a surgi pour marquer le rejet de la violence machiste dans le pays. En octobre 2016, les femmes ont tenu la première grève générale contre le gouvernement Macri. Ce mouvement s'est converti en une Grève Internationale des Femmes. Des femmes ont participé à la grève dans 200 villes du monde. L'année 2018 a été profondément marquée par la lutte pour la légalisation de l'avortement, qui rassembla deux millions de personnes dans les rues de Buenos Aires le 8 août au soir (l'Argentine a 44 millions d'habitants, et Buenos Aires, la capitale, 3 millions). Ces protestations ont causé un revirement social massif dans le pays. Elles ont changé la perception de la violence machiste, de l'inégalité des genres et du droit des femmes à prendre des décisions concernant leur corps et leurs désirs. À la tête de ce combat se trouvaient à l'évidence des

jeunes femmes (et même des adolescentes) ; Luciana Peker, journaliste et auteure du très influent *La revolución de las Mujeres no era una píldora*, l'a appelée la « révolution des [de nos] filles » (2017). Une nouvelle « vague féministe » a vu le jour, et ses principales caractéristiques sont la solidarité à l'échelle internationale et les grèves internationales. L'autre aspect de cette nouvelle vague féministe (dont les campagnes #MeToo et #EleNão sont emblématiques) est qu'il définit les gouvernements néolibéraux et les forces conservatrices comme ses principaux adversaires. En Argentine, en plus de la jeunesse, le mouvement des femmes inclut des travailleuses qui ont contribué à la croissance de ce mouvement social massif et hétérogène. Il y a dans ce mouvement des stratégies et des courants divers. Chacun d'entre eux dialogue ouvertement avec les autres sur la manière de traduire leur puissance en termes politiques, puis en termes d'action concrète.

Dilemmes quant à l'avenir proche

La crise reste vive en Argentine. Les prévisions économiques les plus optimistes prévoient que le taux de l'inflation va baisser lentement en raison de la contraction de l'économie, et que la récession durera jusqu'au second trimestre de l'année prochaine. D'autres avancent que les mesures anti-inflationnistes ont des limites, principalement en ce qui concerne les prix fixés sur les marchés monopolisés. Seule une intervention politique pour assurer la réélection de Macri pourrait forcer la main de ceux qui contrôlent ces marchés pour obtenir une réduction des prix. Encore plus angoissant pour les managers, il est possible que l'Argentine – devenue plus vulnérable aux secousses venues de l'extérieur – voit sa devise continuer à se dégrader à mesure que les taux d'intérêts augmentent aux États-Unis, ou si d'autres facteurs entraînent l'érosion du peso argentin. Toute secousse extérieure de ce type ou une hausse continue de l'inflation et une aggravation de la récession auraient un impact sur les élections d'octobre 2019.

Malgré les protestations et l'effritement de sa base, Macri a réussi à faire passer son budget à la Chambre des députés. Ce budget repose sur des engagements pris auprès du FMI qui proposent une réduction des dépenses publiques dans le secteur social, pour atteindre un « déficit zéro ». Des manifestants ont encerclé la Chambre. L'État a envoyé sa police repousser violemment les manifestants. Les images de cette répression

reflètent la violence policière de 2017, au moment du vote de la réforme du système des pensions.

L'avenir de l'Argentine dépendra des actions du peuple et de ses diverses organisations et mouvements. Si les conflits sociaux s'aggravent en réaction à l'inflation et à la récession, ils pourraient se traduire par un large mouvement de protestation politique et sociale. Dans le contexte de la crise de la seconde moitié de 2018, les troubles sociaux se sont intensifiés en même temps que l'agitation politique. Les protestations ont imposé certaines limites aux plans du gouvernement, mais elles n'ont pas réussi à empêcher l'application des réformes structurelles les plus sévères.

Cependant aucune force unie représentant une opposition nette aux plans néolibéraux qui minent l'Argentine n'a réussi à se dégager. Il n'y a pas non plus de stratégie électorale claire capable de s'opposer au gouvernement dans les urnes. Ce sont des limites qu'il faudra surveiller étroitement dans les prochains mois.

Les transformations structurelles imposées par les plans néolibéraux du gouvernement Macri – particulièrement les sommets atteints par la dette extérieure – auront des conséquences bien au-delà de l'élection présidentielle d'octobre 2019. Ce que produit le néolibéralisme de *Cambiamos* constituera une sévère menace non seulement contre la vie sociale, mais aussi contre les possibilités d'action politique du peuple – et par conséquent, contre les mouvements populaires

de gauche.

Le développement de l'offensive néolibérale au niveau régional et mondial met en évidence le rapport étroit qui existe entre la concentration des richesses et la détérioration de la qualité de la vie pour une vaste majorité d'Argentins. Il souligne aussi la dégénérescence de la démocratie et des lois libérales et leur glissement vers un régime autoritaire – vers des régimes de violence militaire et sociale. L'urgence de défendre la vie démocratique et la dignité humaine souligne le besoin de renforcer les forces émancipatrices ainsi que d'enrichir et réinventer radicalement les perspectives d'une société émancipée.





Bárbara Leiva/Patria Grande

Références

Belloni, Paula y Wainer, Andrés (2018). ¿Lo que el viento se llevó? La restricción externa en el kirchnerismo. En Schorr, Martín (comp.). *Entre la década ganada y la década perdida. La argentina kirchnerista. Estudios de economía política*. Buenos Aires: Editorial Batalla de Ideas.

Boron, Atilio (2003). *Estado, capitalismo y democracia en América Latina*. Buenos Aires: Clacso.

Boron, Atilio (2003). *América Latina en la geopolítica del imperialismo*. Buenos Aires: Ed. Luxemburg

Ceceña, Ana Esther (2013) *La dominación de espectro completo en América Latina*. Disponible à <http://www.geopolitica.ws/document/la-dominacion-de-espectro-completo-sobre-america/>

ITIS BsAs (Instituto Tricontinental de Investigación Social, oficina Buenos Aires) 2018 Document de travail N° 1 “La ofensiva neoliberal en Argentina. Apuntes para una caracterización”, mimeo ITIS BsAs (Instituto Tricontinental de Investigación Social, oficina Buenos Aires) 2018 Debate de Coyuntura: Crisis en la Argentina actual. Disponible à https://gallery.mailchimp.com/6a79324d3b4acfde1e7e546c6/files/8a65d99f-0245-4384-840f-55565ec12d8b/Debates_de_coyuntura_la_crisis_en_Argentina.pdf

Katz, Claudio (2015). La Ceo-cracia en acción. Disponible à <https://katz.lahaine.org/la-ceocracia-en-accion/>.

Katz, Claudio (2018) “Al borde del abismo”. Disponible à <https://katz.lahaine.org/b2-img/ALBORDEDELABISMO.pdf>

Korybko, Andrew (2018). *Guerras híbridas – das revoluções coloridas aos golpes*. San Pablo: Expressao Popular.

López, Emiliano (2018). Qué fue de la hegemonía desarrollista? Tiempos de transición y nuevas posiciones al interior del bloque de poder en Argentina. *Cuadernos de Economía Crítica*; Vol. 4, Nro 8, 15 - 41.

López, Emiliano y Cantamutto, Francisco (2018). El orden social kirchnerista entre la economía y la política. En Schorr, Martín (comp.) Entre la década ganada y la década perdida. *La Argentina kirchnerista. Estudios de economía política*. Buenos Aires: Editorial Batalla de Ideas.

Murillo, Susana (2018a) “Construcción de hegemonía y procesos de subjetivación en el arte de gobierno neoliberal”. En Guido Galafassi y Florencia Ferrari (Compiladores) *Disputas, Hegemonía y Subjetividad*, Ranelagh: Extramuros Ediciones, Theomai, GEACH.

Murillo, Susana (2018b) “Democracia, neoliberalismo y estado de Excepción”. En Melisa Campana y José G. Giavedoni (Comps.) *Estado, gobierno y gubernamentalidad. Neoliberalismo y Estado de excepción en Nuestramérica*. Rosario: Pegues.

Peker, Luciana (2017) *La revolución de las mujeres*. Villa María: EDUVIM.

Quijano, Aníbal (2000) “Colonialidad del poder, globalización y democracia”. Disponible à <https://rojasdatabank.info/pfpc/quijano2.pdf>

Schorr, Martín (2018). *Entre la década ganada y la década perdida. La Argentina kirchnerista*. Buenos Aires: Editorial Batalla de Ideas.

Seoane, José. (2018). “Ofensiva neoliberal y resistencias populares: una contribución al debate colectivo sobre el presente y el futuro de los proyectos emancipatorios en Nuestra América”. En José Seoane, Emilio Taddei y Clara Algranati *Movimientos sociales e internacionalismo en Nuestra America. Del ciclo de conflictividad y cambios sociopoliticos a la ofensiva neoliberal actual*. Buenos Aires. Ed.Luxemburg. Disponible à <http://gealyc.blogspot.com/>

Image de couverture | *Wacha: nous sommes un collectif artistique qui intervient dans l'espace public. Nous sommes basés dans la ville de La Plata, en Argentine. Nos œuvres sont collectives parce qu'elles sont le fruit d'un dialogue avec des tiers, mais avant tout, parce que nos interventions ont pour thèmes des luttes historiques qui nous transcendent en tant qu'individus, et nous les exposons dans la rue pour que ceux qui les regardent puissent interagir avec elles et les interpréter. Wacha construit son identité sur la base de la culture populaire argentine et latino-américaine et du mouvement féministe, cherchant à développer une sorte de créativité critique organisée, transformatrice et axée sur le street art.*

Facebook: [WACHA](#) | Instagram [@cortewacha](#)

Tricontinental: Institute for Social Research
*is an international, movement-driven institution
focused on stimulating intellectual debate that serves
people's aspirations.*

L'Institut Tricontinental de Recherche Sociale
*est une institution soutenue par des organisations
militantes et dont l'objectif est de stimuler le débat
intellectuel au service des aspirations populaires.*

the **trico**ntinental.org